

Comment sauver la transition énergétique

Titre(s) : Comment sauver la transition énergétique [[périodique]]

Ensemble : Alternatives économiques 465

Editeur, producteur : 01/12/25

Description matérielle : pp.64-67

ISSN : 0247-3739

Note sur la description matérielle : 4

Résumé ou extrait : En 2025, la France connaît un ralentissement marqué de sa transition énergétique, avec une baisse des émissions de gaz à effet de serre limitée à 0,8 % pour l'année, après 1,8 % en 2024, alors que le rythme nécessaire pour respecter les engagements climatiques nationaux devrait atteindre 5 % par an. Les contraintes budgétaires et la montée des droites dures conduisent à des coupes importantes dans les financements publics dédiés à la décarbonation des transports, de l'habitat et de l'industrie. Dans les transports, premier secteur émetteur avec 33,8 % des émissions en 2024, les aides aux véhicules propres chutent drastiquement : de 1,5 milliard d'euros en 2025 à 94 millions d'euros prévus dans le projet de loi de finances (PLF) 2026, contre 1 884 millions exécutés en 2024. Le Fonds vert pour les collectivités locales passe de 1 591 millions d'euros en 2024 à 1 150 millions en 2025, puis à 650 millions dans le PLF 2026. Pour la rénovation énergétique des logements privés, l'enveloppe MaPrimeRénov' diminue de 2 265 millions d'euros en 2025 à 1 506 millions dans le PLF 2026, soit une perte de 700 millions. L'objectif de passer de 71 600 rénovations d'ampleur aidées par l'Anah en 2023 à 900 000 dans cinq ans devient inatteignable. Le soutien à la rénovation des bâtiments publics est également réduit, passant de 851 millions d'euros en 2025 à 369 millions dans le PLF 2026. L'effort pour la décarbonation de l'industrie est divisé par trois, avec seulement 500 millions d'euros prévus en 2026. Malgré une communication gouvernementale sur une hausse de 2,1 milliards d'euros des dépenses vertes dans le PLF 2026 par rapport à 2025, cette augmentation est principalement due à la baisse des prix de l'électricité, qui oblige l'État à compenser davantage les producteurs d'énergies renouvelables. Les soutiens au service public de l'énergie (solaire et éolien) augmentent de 5,6 milliards d'euros en 2025 à 7,8 milliards en 2026, alors qu'en 2023, ces charges étaient de 1,4 milliard. Les dépenses publiques défavorables à l'environnement, notamment les niches fiscales pour les carburants aériens et professionnels, dépassent toujours une dizaine de milliards d'euros par an et restent largement épargnées. La baisse de l'effort budgétaire est partiellement compensée par une hausse de 27 % du volume d'obligation des certificats d'économies d'énergie (CEE) pour la période 2026-2030, avec des financements passant de 6 milliards d'euros en 2025 à plus de 8 milliards en 2026. Cependant, ce mécanisme, financé par les distributeurs d'énergie, se répercute sur les prix payés par les ménages, pénalisant davantage les plus modestes. Pour atteindre les objectifs climatiques, il faudrait doubler l'investissement public et privé d'ici 2030, soit +100 milliards d'euros, ce qui ne pourra pas reposer uniquement sur les entreprises et les ménages. La part des énergies fossiles dans la demande d'énergie finale, qui était de 60 % en 2023, doit être réduite à 30 % en 2035 selon la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE). Le développement des filières éolienne et

photovoltaïque est menacé par le manque de débouchés et l'incertitude sur la nouvelle PPE, attendue depuis plus de deux ans, qui doit fixer la trajectoire de croissance de la production d'électricité décarbonée à l'horizon 2030-2035. Le retard dans la publication de la PPE fragilise les développeurs de projets renouvelables. EDF, très endetté et confronté à un mur d'investissements pour prolonger son parc nucléaire vieillissant, ne parvient pas à s'autofinancer avec les prix actuels de l'électricité. Trois éléments positifs subsistent : les Français, y compris deux tiers des électeurs du Rassemblement national, soutiennent majoritairement le développement de l'éolien et du solaire ; la baisse récente des prix de l'électricité offre des marges de manoeuvre pour augmenter le volume des CEE et le tarif d'utilisation des réseaux électriques ; la baisse des prix des actifs décarbonés, notamment des véhicules électriques, réduit le besoin de soutiens publics. Des mesures telles que le réinvestissement des marges dégagées par les gains technologiques, des obligations de rénovation assorties de facilités de crédit, des subventions mieux ciblées, et la réduction des niches fiscales pourraient permettre de relancer le financement de la transition énergétique malgré les contraintes budgétaires. Les bénéfices attendus incluent des gains pour la balance commerciale, la sécurité nationale et la santé publique.

Sujet - Nom commun : Transition énergétique